

A la une / Actualité

La production industrielle en chute libre

Les raisons d'une décrépidité

Le repli est très prononcé pour la production industrielle du secteur public au 2e trimestre 2018 par rapport à la même période de 2017. En proportion, la baisse est de 4,5%, selon les conclusions d'une enquête élaborées par l'Office national des statistiques (ONS). Les experts de cet organisme ont mené une analyse par secteur d'activité. Et, il en ressort que dans la branche des hydrocarbures, la production a diminué de 3,5%, que les matériaux de construction, céramique et verre ont chuté de 4,2%. Et que les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE) ont dégringolé de 10,7%. Quelles sont les raisons de cette situation ? Pour Lotfi Halfaoui, expert industriel et directeur du cabinet d'expertise industrielle éponyme (CEI Halfaoui), le constat est clair et sans appel : la production nationale a été mise à la "diète". Il n'existe pas de vision structurée en stratégie industrielle. Il n'y a pas d'étude d'impact sur les décisions de restriction d'importations pour alimenter notre secteur productif national. Il n'existe, donc, pas de politique réelle industrielle mise en œuvre. L'expert détaille que les restrictions en matière d'importation pénalisent lourdement le secteur productif, sachant que nous avons un tissu industriel dépendant d'"inputs" importés. Résultat, a-t-il ajouté, les industriels se retrouvent dans l'incapacité de produire autant qu'ils le peuvent, et l'exemple du secteur de la céramique est édifiant à ce sujet. Halfaoui fait observer qu'après des efforts tangibles dans de nouveaux investissements et une diversification qualitative des produits sur le marché national, notamment dans l'agroalimentaire, ces restrictions bancaires en matière de devises pour financer leurs cycles de production ont fait que le secteur industriel est contraint à réduire son plan de production. Dans son énumération des facteurs bloquants, M. Halfaoui met en relief le retard dans le règlement de factures d'importation de fournitures par nos banques. Cela, poursuit-il, a provoqué un mécontentement des fournisseurs étrangers, à tel point que certains d'entre eux ont cessé de commercer avec les opérateurs économiques algériens. Mais bien avant cela, (avant la crise née de la chute des cours du pétrole en 2014), le secteur industriel n'a jamais été au mieux de sa forme, enchaînant les contreperformances. Pourquoi les politiques industrielles, menées jusqu'ici, avaient-elles échoué ? "Parce que les politiques conduites jusqu'à présent favorisent encore et encore la consommation", répond Lotfi Halfaoui. L'importation de biens de consommation n'est pénalisée que par des taxes additives que le consommateur final va régler à l'achat. L'avenir de l'industrie va-t-il changer ? Et quel est l'ordre des priorités aujourd'hui dans le secteur industriel, toutes branches confondues ? Ce qu'il faut, c'est une vision, de manière à pouvoir répondre au mieux aux besoins dont font part les acteurs qui font partie déjà de ce secteur ou ceux qui souhaitent l'intégrer.

Youcef Salami